

Violences en mission et hors mission :

Les personnels en uniforme toujours en première ligne !!!

Les violences successives de ces derniers jours inquiètent au plus haut point. Elles ne sont pas nouvelles mais force est de constater qu'elles se succèdent sans que les pouvoirs publics s'en emparent réellement. Oui, c'est malheureusement une réalité. Si nous nous efforçons de l'écrire et de le dénoncer dans les plus hautes sphères, ce message semble inaudible ou exagéré par nos penseurs. Les forces de sécurité publique sont attaquées quotidiennement. Les syndicats, les médias, les réseaux sociaux informent régulièrement des faits de société qui touchent les personnels en uniforme. Il n'y a pas une seconde où chacun d'entre nous, quelle que soit l'échelle d'informations ; politique, hiérarchique, administrative, syndicale, parfois même personnelle soit relayée.

Pour autant, c'est insupportable. Certes, le risque zéro n'existe pas mais ce risque devient de plus en plus récurrent. C'est bien de cela qu'il convient d'y remédier.

Nous connaissons, et l'ensemble des acteurs de l'Administration Pénitentiaire ne peut ignorer, les risques encourus, en exerçant le métier de surveillant pénitentiaire. Une concentration de personnes condamnées pour des faits multiples avec des personnalités différentes dans un milieu contraint et pour un certain nombre d'entre elles, des personnes qui n'acceptent pas la sanction, l'enfermement, les règles et la discipline. En connaissance de cause, de la plus haute autorité jusqu'à l'Administration Pénitentiaire, ces violences doivent être endiguées.

Les violences faites aux agents représentant l'Etat et l'autorité sont perpétuelles et récurrentes. **Elles sont déjà inacceptables au sein de nos détentions dans l'exercice de nos missions de garde et de sécurité.** Alors que devons-nous dire lorsqu'elles traversent le champ personnel et familial ? Les attaques, les intimidations, les menaces, etc... deviennent de plus en plus nombreuses en dehors de nos murs. Les voitures personnelles brûlées sur l'enceinte pénitentiaire et les agressions au domicile des agents sont légion.

Force est de constater que l'Administration Pénitentiaire reste une administration qui ne sent pas concernée. Soit elle est très rarement entendue sur le sujet, soit cela l'arrange de ne pas faire parler d'elle ou soit l'administration est la grande oubliée des discours politiques sur les questions de sécurité.

Les événements du CP Liancourt avec un personnel agressé sauvagement en quittant son service et 2 agents attaqués dans leur intégrité physique sur le CP Beauvais ne font qu'accentuer la colère des personnels. Le risque zéro n'existe plus. Ce niveau d'exposition est devenu réalité.

La CGT Pénitentiaire souhaite un prompt rétablissement aux agents victimes d'actes odieux dans l'exercice de leurs missions ou pour ce qu'elles représentent.

La CGT Pénitentiaire exige des pouvoirs publics une réelle prise en compte de l'exposition des agents qui exerce une mission de service public et des condamnations à la hauteur des fautes commises pour les personnes coupables de leurs actes.

La CGT Pénitentiaire salue les initiatives et les actions menées en soutien, en solidarité des collègues agressés en signe de contestation.

Montreuil, le 11 décembre 2020.